



1992 - 1993

années d'espoir

années de crise

De Rio de Janeiro à Vaison-la-Romaine

Lorsque le 3 juin 1992 s'ouvre à Rio de Janeiro la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, il semble bien qu'une nouvelle étape historique s'amorce pour l'environnement, porteuse de toutes les espérances à l'échelle de la planète. Tout concourt en effet à faire de cet événement la plus grande conférence diplomatique jamais réunie : la participation de cent soixante-dix-huit pays et de cent dix-sept chefs d'État ou de gouvernement ; le rassemblement de quelque dix mille personnes ; et surtout la volonté commune d'aboutir enfin à des accords concrets sur les grands problèmes d'environnement de la planète. Deux conventions sont effectivement adoptées – sur le climat et la biodiversité – ainsi qu'un programme et une philosophie d'action très ambitieux pour les années 2000 (« l'Agenda 21 » et la « Charte de la terre ») ; une déclaration sur les forêts est également signée, et est annoncée une convention future sur la désertification. S'ajoute à cela un certain nombre d'engagements financiers non négligeables de la part des pays du Nord (ils ont été estimés à 7-8 milliards de dollars par le secrétaire général de la conférence, Maurice Strong, sur 125 milliards demandés par les pays du Sud). Il semble donc difficile

de contester à la conférence de Rio la place d'événement majeur de la période 1992-1993 en matière d'environnement.

« Après ce sommet, le monde ne sera plus le même », a déclaré à Rio le Premier ministre Pakistanais Namur Sharif au nom des pays en développement. Et pourtant il n'est pas évident que beaucoup de Français aient eu le sentiment d'une telle coupure, ou qu'ils puissent l'avoir aujourd'hui rétrospectivement, deux ans après la conférence.

C'est que, en juin 1992, la France commence à ressentir de plus en plus durement les conséquences de la récession économique amorcée à partir de la guerre du Golfe, c'est-à-dire à la fin de l'année 1990. La baisse du taux de croissance et surtout l'aggravation sensible du chômage font passer l'environnement au second rang des priorités, après une période d'intérêt exceptionnel qui aura duré près de cinq ans. Certes, on ne constate pas d'effondrement brutal : le nombre de ceux qui se disent très concernés par l'environnement reste stable, et la proportion de ceux qui se déclarent prêts à y affecter une part plus importante de leurs impôts a même tendance à augmenter. Mais il est clair que la dynamique amorcée à la fin des années 80 est à nouveau cassée.

Ce n'est pas que la crise économique qui caractérise toute cette période 1991-1994, fasse

disparaître, comme par enchantement, les problèmes d'environnement : on peut même dire qu'elle les accroît probablement, notamment en freinant le rythme de renouvellement des investissements industriels ou publics. Mais elle donne plus de poids à l'argumentation selon laquelle les décisions en matière d'environnement ne seraient pas toujours fondées sur des connaissances rationnelles. Le paradoxe aura ainsi voulu que la conférence de Rio suscite en France moins de débat que la « déclaration de Heidelberg », signée à cette même occasion par quelque deux cents scientifiques mondiaux « mettant en garde les autorités responsables contre toute décision qui s'appuierait sur des arguments pseudo-scientifiques ou sur des données fausses ou inappropriées ».

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les inondations meurtrières de 1992, puis de 1993. Le 22 septembre 1992, la crue de l'Ouvèze dévaste la ville de Vaison-la-Romaine et plusieurs villages du Vaucluse. Le bilan s'élève à quarante morts, huit disparus et des milliers de sans-abri. Ces inondations surprennent par l'ampleur des dommages qu'elles provoquent. Mais aussi parce qu'elles révèlent à quel point une gestion inconsidérée de l'environnement a pu rendre nos sociétés vulnérables aux risques de toute nature. Vaison-la-Romaine nous donne une photographie dramatique et instantanée de la manière dont l'environnement est ou n'est pas intégré aujourd'hui en France dans la planification des sols, les pratiques agricoles

ou le développement des loisirs. Le remembrement et le drainage semblent, en particulier, avoir joué un rôle non négligeable dans l'écoulement des pluies torrentielles qui ont provoqué la catastrophe. Sans doute s'ajoute à cela un concours de circonstances imprévisible. Mais il faut aussi y voir le signe d'une évolution, préoccupante à long terme, de la gestion de l'espace dans notre pays.

L'affleurement du long terme dans le court terme

Vaison-la-Romaine symbolise en fait une des caractéristiques majeures de la situation de l'environnement en France, en ce début des années 90 : le poids croissant joué par les évolutions de long terme dans les fluctuations conjoncturelles de la qualité des milieux, des ressources ou des écosystèmes. Alors que l'on progresse dans la réduction des flux annuels de pollution, ou dans les économies de ressources, l'importance des phénomènes cumulatifs apparaît avec une évidence plus grande : produits chimiques ou métaux lourds « sédimentés » dans les sols ou les nappes phréatiques, déchets stockés dans des sites mal répertoriés, espaces « gelés » par l'urbanisation et les infrastructures, réduction très progressive de la diversité des espèces, chlorofluorocarbures (CFC) ou gaz à effet de serre s'accumulant encore plus lentement dans la haute atmosphère (il faut, rappelons-le, plus d'une décen-

nie aux CFC pour atteindre la stratosphère où ils détruisent la couche d'ozone, si bien que la majeure partie des CFC produits depuis un demi-siècle n'a pas encore produit ses effets).

C'est cet écart de diagnostic entre une perception à long terme et une perception à court terme des phénomènes que met en évidence cette publication sur l'état de l'environnement. D'une part, on constate une certaine réduction des pollutions émises chaque année (par exemple, les émissions industrielles dans l'eau ou dans l'air diminuent). D'autre part cependant cette amélioration n'évite pas une érosion continue de la qualité des milieux ou des écosystèmes qui, en raison de phénomènes cumulatifs, évoluent globalement vers une certaine médiocrité. L'exemple de l'eau en est, là encore, une bonne illustration.

Appréhender la qualité de l'environnement de manière globale

Cette intrusion du long terme dans le court terme rejoint une autre conclusion de cet ouvrage : l'impossibilité de s'en tenir désormais à l'approche traditionnellement sectorielle des problèmes d'environnement. **La qualité des milieux, des ressources ou du cadre de vie doit aujourd'hui s'appréhender de manière globale.** L'expérience montre que de bons résultats dans certains domaines peuvent pratiquement être réduits à néant s'ils

1992-1993 : années d'espoir - années de crise

s'accompagnent d'un relâchement des efforts dans d'autres secteurs complémentaires. C'est ce qui explique pourquoi la qualité de l'eau reste actuellement inférieure aux objectifs souhaitables dans plus de la moitié des rivières françaises, alors que de très importants investissements ont été consentis depuis trente ans pour réduire la pollution classique : les efforts réalisés dans la lutte contre les matières oxydables ou les toxiques sont en effet compromis par l'accroissement des nitrates ou des phosphates d'origine essentiellement agri-

cole. C'est aussi le constat que l'on peut faire dans le domaine de l'air – où la croissance des émissions dues aux transports vient sérieusement atténuer les progrès réalisés par l'industrie ou les producteurs d'énergie. Et la même conclusion pourrait s'appliquer à la gestion de l'espace, où l'on sait l'importance que peut avoir pour la qualité globale du cadre de vie ou du paysage une entrée de ville mal réussie, une décharge sauvage mal située ou une ligne électrique mal intégrée.

La France a la chance de bénéficier d'un environnement

encore riche et diversifié. La politique menée dans le passé a permis de réduire sensiblement nombre de situations parmi les plus intolérables. Reste une étape tout aussi essentielle : mieux coordonner les actions des uns et des autres pour éviter de passer d'une diversité menacée, mais que chacun peut encore apprécier, à une banalisation acceptée. L'économie, l'emploi ou la qualité de la vie quotidienne n'auraient rien à gagner d'un environnement devenu médiocre.

